

Industrie, déni de réalité et programmes présidentiels

Loïk Le Floch-Prigent

05 mars, 2017

Tribunes libres

Et si on arrivait un jour dans cette folle campagne à parler industrie ?

François Ruffin a reçu le César du meilleur film documentaire dont le titre est « *Merci patron* » qui porte sur une délocalisation d'une usine d'Amiens vers la Pologne. Son discours de remerciement est rude pour les spectateurs, il dénonce politiques comme journalistes et gens du cinéma devant l'apathie générale du pays devant les déménagements industriels. Le titre annonce bien la thèse et il cite les groupes LVMH, Whirpool et Goodyear, le luxe, l'électro-ménager et le pneu. La satisfaction générale devant cet éclat cache difficilement une certaine gêne puisque c'est la profession elle-même qui lui a décerné le prix...



Quelques jours après cette cérémonie, en développant le programme de fermeture des frontières, de sortie de l'Europe, de retour généralisé à la préférence nationale, un des leaders du Front National reparlait du départ de l'usine Whirpool d'Amiens en préconisant les remèdes du protectionnisme contre ce type de décision.

Dans tous les cas, et dans bien d'autres interventions concernant le « *Made in France* » ou les emplois créés en substituant les énergies renouvelables aux énergies fossiles et nucléaires, on a abandonné le réel pour se fabriquer une industrie aux ressorts simples, où tous les malheurs viennent du mauvais comportement des acteurs.

Depuis des années, et surtout depuis la sortie de mon livre sur « *la bataille de l'industrie* », je plaide pour que l'on se mette d'accord sur un diagnostic qui empêcherait de partir dans tous les sens et de finir par mettre tous les chefs d'entreprise dans le même sac, mauvais citoyens, ne pensant qu'à eux, sans esprit patriote, méprisant leur personnel et donc cause principale de notre désindustrialisation. Le contexte dans lequel nous naviguons a été imaginé et réalisé par des politiciens élus du peuple qui se sont engagés dans la mondialisation, l'Europe, en pariant sur la compétition pour atteindre le bonheur des peuples et conduisant les industriels à rechercher en priorité la compétitivité. D'une industrie dirigée par des créateurs et des ingénieurs avec un appétit d'innovation permanent, nous sommes passés à des entreprises obsédées par le « *management* » puis le rendement financier et la satisfaction maximale de l'actionnaire roi. Nous y avons perdu, surtout dans les grandes entreprises, notre âme, et, plus tard, comme une conséquence inéluctable, une grande part de nos entreprises dépecées puis cédées aux plus offrants sans considération ni de l'intérêt national ni de celui du personnel compétent et aguerri. Heureusement des familles d'entrepreneurs ou des familles de pensée ont résisté et il nous reste encore quelques vestiges de notre potentiel historique. Tout cela s'étiole avec le temps, car dans ce monde qui bouge, celui qui ne peut ou ne veut pas croire décline vite et disparaît, mais les générations d'entrepreneurs renaissent dans notre pays et on doit essayer d'en tirer le meilleur parti pour la France et pour les emplois.

Mais refuser de comprendre ce qui s'est passé chez nous et comment nous en sommes arrivés là nous empêche de proposer des solutions et c'est la raison profonde de ces programmes très décalés qui nous sont présentés aujourd'hui.

La France a connu une vague de désindustrialisation sans précédent, avec une accélération ces cinq dernières années. La dette de la France est passée de 2000 milliards en 2007 à 2000 milliards en 2012, et les exportations ont baissé de 100 milliards à 110 milliards en 2012.

s'est accrue au niveau de 2000 milliards et les créanciers sont en majorité étrangers. L'épargne, elle, se porte bien à 11 000 milliards, dont 2000 pour l'assurance-vie. La désindustrialisation a provoqué un chômage de masse, 6 à 9 millions de personnes, exacerbant les rancœurs des exclus, le désarroi des politiciens, et la recherche permanente des « responsables », mondialisation, Europe, travail, patrons, syndicats, élus, médias, administrations, un vrai tir au pigeon où celui qui sort la tête se fait exécuter.

Il n'y aura pas de rebond national sans une réindustrialisation et un retour de sa compétitivité, il faut regarder en face l'endettement qui a réduit notre indépendance. On ne résoudra rien en fermant les frontières ni en fermant les yeux et en dépensant plus encore. Cette observation élimine 50% des programmes que l'on nous présente qui conduiraient donc à la poursuite de l'émigration industrielle dénoncée par François Ruffin.

Ensuite la mondialisation, c'est un fait et du point de vue industriel il n'y a pas de retour en arrière rapide possible. Aucun « produit national » n'est vraiment « national » à 100%. Nos industries sont interdépendantes et il ne suffit pas de faire de grands discours sur la « préférence nationale » pour ressusciter les industries disparues. Pour que certaines ne soient pas délocalisées, il eut fallu les considérer comme stratégiques et les subventionner, c'est-à-dire les faire échapper à la concurrence internationale. C'est ce qui a été tenté avec les arsenaux d'antan, ils ont tous périclité, comme a disparu l'industrie soviétique. Cela ne marche pas, la démonstration est faite. En revanche, je tiens à souligner des réussites dans ce que j'appelle l'artisanat industriel par l'utilisation optimale des nouvelles technologies au service de savoir-faire séculaires, c'est donc la possibilité, dans une économie mondialisée, de faire payer par le consommateur une qualité supérieure. Pour l'industrie dans son ensemble, l'utilisation des nouvelles technologies peut faire rapatrier également des productions en ayant trouvé les voies et moyens de retrouver la compétitivité malgré les coûts de main d'œuvre plus élevés. Il est donc inutile de partir au combat contre la mondialisation, il faut l'utiliser tout en ne la confondant pas avec la « globalisation », c'est-à-dire la perte progressive des repères, des origines des entreprises et de leurs créateurs. Cette globalisation que beaucoup vénèrent est une menace car elle fait converger sur deux pays, les USA et la Chine qui se sentent eux, parfaitement « globaux » pour leur seul bénéfice. Nos entreprises nationales ont des atouts, en particulier notre engagement de longue date dans le développement durable, loin des dogmes écolo-médiatiques, et nos compétences dans le numérique.

L'Europe est également une réalité industrielle. On peut regretter et combattre le fonctionnement de l'organisation actuelle de l'Europe avec sa bureaucratie mortifère, mais on ne peut ignorer que notre continent est désormais un immense marché où nous avons appris la spécialisation. Un retour en arrière est impossible. On peut le regretter, mais recréer certaines activités pourrait prendre des dizaines d'années, et à quel coût ! Nous avons rêvé de créer une industrie française de l'éolien et nous avons investi de l'argent public dans des centres de recherche et des usines, mais cela n'a pas été suffisant, ce n'était pas la bonne méthode, et les activités ont été reprises par les Américains (General Electric) et les Allemands (Siemens). Nos entreprises industrielles sont devenues européennes, il faut lutter pour conserver nos centres de décision nationaux et exiger des réformes pour faire disparaître les normes et réglementations stupides et équilibrer les régimes fiscaux des différents pays européens. Mais nous sommes arrivés à un certain équilibre industriel sur notre continent qui pourra évoluer lentement pour que nous reprenions notre place, ceci grâce à notre force d'innovation, d'entreprise et la prise de conscience réelle de la nécessité de réindustrialiser notre pays.

Un des éléments fondamentaux de cette réindustrialisation, à peine évoquée par deux candidats auxquels il faudrait demander plus, c'est la nécessité de réorienter l'épargne des français vers le secteur productif. Ne distinguons pas comme certains démagogues, les groupes, les ETI, les PME, en privilégiant les petits, nous avons besoin de toute l'industrie et aussi de notre production agricole ! Un pays a besoin de produire. Les professionnels de l'épargne me disent que cela doit passer par un soulagement de l'impôt, c'est-à-dire des mesures fiscales. L'exemple du succès incontestable du crédit impôt-recherche tendrait à le démontrer. Mais il faut avant tout, dans cette période de programme afficher une volonté, et financiers, banquiers et assureurs auront l'imagination déliée pour faire émerger les bonnes solutions. Pour l'instant ils sont obsédés par le caractère « systémique » de leur tâche, le principe de précaution et la protection de l'épargne, les compliances et les liabilities, et ils considèrent l'industrie comme le risque qu'il faut éviter ! et comme les français aiment bien se réfugier dans la « pierre », l'industrie en pâtit tous les jours.

Downloaded from:

http://iveris.eu/list/tribunes_libres/252-industrie_deni_de_realite_et_programmes_presidentiels

© copyright 2017 by Iveris. Tous droits réservés.

Ce site utilise des cookies pour améliorer votre expérience de navigation.

J'accepte